

Pau, le **10 NOV. 2023**

ARRETE N°AP-2023-0381

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, et R.412-30 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 05 octobre 2000 réglementant la sortie de la voie d'accès au parking du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques au moyen de feux tricolores ;
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté en raison de nouveaux aménagements sur l'avenue Jean Biray ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'arrêté municipal en date du 05 octobre 2000 qui réglementait la sortie de la voie d'accès au parking du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques au moyen de feux tricolores sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par l'avenue Jan Biray et la voie d'accès au parking du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques.
En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant la voie d'accès au parking doivent céder la priorité aux véhicules circulant sur l'avenue Jan Biray.

ARTICLE 3 – Les conducteurs des véhicules circulant avenue Jean Biray, dans le sens place de la Monnaie vers la gare et souhaitant entrer dans le parking du conseil départemental ont interdiction de tourner à gauche vers la voie d'accès du parking et doivent faire le tour du carrefour à sens giratoire suivant.

ARTICLE 4 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 5 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.

Publié le

10 NOV. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire